



Mémoire

Dans le cadre des

Consultations prébudgétaires menées par Le gouvernement du Québec

Présenté par

JTI-Macdonald Corp.

À l'attention de

**Monsieur Éric Girard
Ministre des Finances du Québec**

Le 12 février 2025

JTI-Macdonald Corp.
1 Robert Speck Parkway, Suite 1601
Mississauga, Ontario L4Z 0A2
+1 905 804-7300
jti.com



À propos de JTI-Macdonald

JTI-Macdonald (JTI) salue toutes les occasions de collaborer avec le gouvernement pour veiller à la mise en place de politiques équitables, sensées et judicieuses sur le plan financier relativement à la réglementation et à la vente de produits assujettis à une limite d'âge. Dans cet esprit de dialogue ouvert et transparent avec les autorités gouvernementales, nous sommes heureux de contribuer aux consultations prébudgétaires de 2025-2026 du Québec, qui se déroulent à un moment important dans la lutte contre les produits du tabac illégaux comme un moyen efficace de générer de nouveaux revenus pour financer les programmes et les services gouvernementaux.

Fondée en 1858, JTI-Macdonald est l'un des plus importants fabricants de produits du tabac au Québec et l'un des plus anciens. Elle emploie plus de 200 Québécois, dont 113 travailleurs syndiqués à son usine de fabrication de Montréal, en activité depuis 1874. Au Canada, dans notre siège social situé à Mississauga (Ontario) et nos bureaux de vente partout au pays, nous employons plus de 400 Canadiens. JTI-Macdonald est membre de Japan Tobacco International (JTI), une filiale de JT Inc., qui appartient en partie au gouvernement du Japon. JTI est l'un des principaux fabricants de produits du tabac et de vapotage au monde. Son siège mondial se trouve à Genève, en Suisse, et son effectif à l'échelle mondiale atteint 46 000 employés. JTI possède des marques de renommée mondiale dans plus de 130 marchés, et a obtenu la certification Top Employer dans 62 pays. Elle s'est classée au 3^e rang au Canada et au 1^{er} rang en Amérique du Nord en 2023.

Analyse de la situation

En octobre 2024, EY a publié son rapport [*Contraband Tobacco in Alberta, Manitoba, Quebec, New Brunswick and Nova Scotia: Impact on Legal Sales and Provincial Tobacco Tax Revenues*](#). L'étude a révélé que le marché du tabac illégal continue de croître et que, selon les estimations, il représenterait maintenant 52 % au Nouveau-Brunswick, 45 % au Manitoba, 38,4 % en Nouvelle-Écosse, 11,9 % au Québec et 29,4 % en Alberta¹. Compte tenu de ces statistiques inquiétantes, il est évident que le Canada dispose d'un réseau illicite croissant et lucratif de contrebande de tabac. Cette tendance est alarmante, mais elle représente aussi une possibilité. Chaque mesure adoptée par le gouvernement pour freiner l'essor du marché du tabac illégal entraînera une hausse directe des revenus du gouvernement.

Sur une note positive, l'augmentation du financement accordé aux partenaires du comité ACCES tabac l'an dernier a été une mesure bien accueillie pour contrer les activités de contrebande de tabac. L'impact financier de cet investissement a été remarquable, avec un rendement annuel du capital investi de 971 %. Plus précisément, les 16,8 millions de dollars alloués au programme au cours de l'exercice 2022-2023 ont généré des revenus de 163,2 millions de dollars. Ainsi, pour chaque dollar investi, le gouvernement du Québec a récupéré 9,71 \$. Un tel investissement

¹ Ernst & Young. (2024). (rep.). *Contraband Tobacco in Alberta, Manitoba, Quebec, New Brunswick and Nova Scotia: Impact on Legal Sales and Provincial Tobacco Tax Revenues*. CICC. Source : https://convenienceindustry.ca/wp-content/uploads/2024/11/EY-Report-on-Contraband-Tobacco-in-Alberta-Manitoba-Quebec-New-Brunswick-and-Nova-Scotia.-October-2024.FINAL_.pdf.

JTI-Macdonald Corp.

1 Robert Speck Parkway, Suite 1601
Mississauga, Ontario L4Z 0A2
+1 905 804-7300
jti.com



permet non seulement de soutenir les entreprises respectueuses des lois et de protéger les emplois, mais contribue également à renforcer la sécurité dans les communautés en freinant les activités illégales.

Il est important de rappeler le fait bien établi qu'il existe une corrélation positive entre la hausse des taxes sur le tabac et l'expansion du marché du tabac illégal. Alors que les gouvernements augmentent les taxes sur le tabac pour tenter d'atteindre des objectifs de santé publique ou dans le but à court terme d'augmenter les recettes publiques, un plus grand nombre de fumeurs adultes passent du marché légal au marché illégal, où les cigarettes sont offertes à une fraction du prix et où aucun impôt sur la vente des produits du tabac n'est reversé au gouvernement.

N'oublions pas : « Ces cigarettes se retrouvent dans les dépanneurs des villes du Canada et des États-Unis, où elles sont vendues à des prix de détail inférieurs à la normale. En fait, elles atteignent un marché qui s'étend au Mexique et aux régions plus au sud. Cela contribue à un réseau mondial de production et de contrebande de cigarettes qui est relié à l'Europe, à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Asie. Ce commerce illicite mondial prive les gouvernements de recettes fiscales et est connecté au crime organisé, au trafic de stupéfiants et au terrorisme, tout en encourageant la corruption généralisée². » (traduction libre)

Les cigarettes illégales font l'objet d'un trafic par des organisations criminelles de plus en plus puissantes et impudentes qui posent d'importantes menaces à la sécurité publique et contribuent à des problèmes comme la traite de personnes, les armes à feu et le commerce de la drogue. Ces produits ne font pas l'objet d'un contrôle de la qualité et sont vendus sans vérification de l'âge, ce qui les rend facilement accessibles aux mineurs qui se heurtent à des obstacles considérables pour accéder aux cigarettes légales par l'entremise de circuits de vente respectueux des lois, où la vérification de l'âge est une pratique courante.

Malgré la flambée du tabac illégal, des progrès peuvent encore être réalisés, et ce n'est nulle part plus évident qu'au Québec. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire, et des mesures s'imposent. L'an dernier, le Nouveau-Brunswick a agi contre le commerce illicite du tabac en allouant 3,5 millions de dollars à la mise sur pied de l'Unité d'enquête chargée de l'application de la *Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages*³. En plus de consacrer davantage de ressources à la lutte contre le tabac illégal, la province a également investi dans une campagne de sensibilisation pour informer le public sur le fait que l'achat de cigarettes illégales n'est pas un crime inoffensif et que s'ils sont pris, les contrevenants s'exposent à de fortes amendes ou à des peines d'emprisonnement. Il s'agit d'un exemple du type d'approche multidimensionnelle que nous recommandons au gouvernement du Québec d'adopter en

² Illicit Border Trade Linked to International Crime Networks,

<https://www.futureborderscoalition.org/post/illicit-border-trade-linked-to-international-crime-networks>

³ Justice et Sécurité publique, Rapport annuel 2021-2022 du ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Source : <https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/ps-sp/pdf/Publications/rapport-annuel-2021-2022.pdf>

investissant dans une campagne similaire en 2025-2026. Voici un exemple d'une publicité et d'une publication sur X qui ont été diffusées au Nouveau-Brunswick⁴ :



Les défis posés par les produits du tabac illégaux sont complexes et relèvent de plusieurs instances. À ce titre, nous encourageons fortement le gouvernement du Québec à mobiliser non seulement ses voisins, mais aussi ses homologues du gouvernement fédéral pour trouver des solutions durables à ce problème. Le gouvernement du Canada devrait avoir le même intérêt à enrayer le commerce du tabac illégal, car il perd lui aussi des milliards de dollars en recettes fiscales. Grâce à ces revenus, le gouvernement du Canada pourrait augmenter les transferts fédéraux au gouvernement du Québec afin de fournir des fonds supplémentaires pour renforcer la sécurité à la frontière séparant le Québec et les États-Unis. Nous ne devons pas sous-estimer le danger que représentent les organisations criminelles qui gagnent en assurance à mesure qu'elles s'enrichissent grâce au marché du tabac illégal⁵. Ces organisations exercent leurs activités au-delà des frontières provinciales et des frontières du Canada; la mobilisation et le leadership du gouvernement fédéral sont essentiels à l'interruption de leurs activités criminelles⁶.

Pour lutter efficacement contre le tabac illégal afin d'entraîner une réduction de sa part de marché et une hausse connexe des recettes publiques, nous recommandons que le budget du

⁴ Gouvernement du Nouveau-Brunswick (septembre 2023). La possession et la vente de cigarettes illégales sont des crimes. <https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/securete-publique/nouvelles/communiqu2023.11.0545.html>

⁵ Agence du revenu du Canada, Écart fiscal lié aux droits d'accise fédéraux sur les cigarettes (2020). Ottawa (Ontario), Canada. Source : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/organisation/a-propos-agence-revenu-canada-arc/ecart-fiscal-canada-etude-conceptuelle/droits-accise-federaux-cigarettes.html>

⁶ Illicit Border Trade Linked to International Crime Networks, <https://www.futureborderscoalition.org/post/illicit-border-trade-linked-to-international-crime-networks>



gouvernement du Québec de 2025-2026 prévoit l'adoption ou la prolongation des cinq mesures suivantes :

1. Geler la taxe sur le tabac

La demande des consommateurs pour les produits du tabac illégaux est motivée par un facteur et un seul : les taxes élevées sur le tabac. Le prix est la seule raison pour laquelle les gens optent pour des produits illégaux. Par conséquent, la stratégie proposée la plus évidente pour freiner la croissance du marché illégal consiste à geler toute augmentation de la taxe provinciale sur le tabac jusqu'à ce que le gouvernement réussisse à enrayer l'expansion du tabac illégal.

Le cas de la Colombie-Britannique est révélateur. La Colombie-Britannique a augmenté les taxes sur le tabac pour accroître les recettes publiques. Dans le budget de 2022-2023, elle s'attendait à dégager 760 millions de dollars des taxes sur le tabac⁷. Le montant réel s'élevait à 531 millions de dollars⁸. En augmentant rapidement et de façon spectaculaire les taxes, la Colombie-Britannique n'a pas généré plus de revenus à partir des taxes sur le tabac; elle en a généré moins parce qu'elle a donné à un plus grand nombre de fumeurs adultes des raisons de rechercher des produits du tabac illégaux abordables.

Étant donné que toute hausse soudaine des prix est fortement associée à une transition vers le marché illégal, si le gouvernement devait prendre une mesure imprudente en allant à l'encontre des données probantes et en optant pour une hausse de la taxe sur le tabac, nous recommanderions que de telles augmentations soient mises en œuvre de manière stable, prévisible et modeste. Toutefois, compte tenu des récentes pressions inflationnistes auxquelles font face les consommateurs, il faut s'attendre à ce que toute hausse du prix des cigarettes, aussi modeste soit-elle, incite davantage de fumeurs adultes à choisir d'acheter des produits du tabac illégaux.

Le gouvernement du Québec a présenté dans le budget de 2024-2025 deux augmentations de la taxe spécifique sur les produits du tabac. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, dans les conditions économiques et de marché actuelles, nous ne recommandons aucune autre augmentation. Les fumeurs adultes subissent déjà un important fardeau fiscal, et le risque de les orienter davantage vers le marché illégal est élevé.

Des mesures supplémentaires devraient être prises pour récupérer les pertes de recettes fiscales estimées à 125 millions de dollars découlant de l'évasion fiscale dans l'industrie du tabac. Au lieu de cibler injustement les entreprises légales qui exercent leurs activités au Québec, cette approche contribuerait certainement grandement à la réalisation de la mission de Revenu Québec qui consiste à « veiller à ce que chaque concitoyen paie sa juste part du financement des services publics du Québec », car « en payant l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, et en luttant ensemble contre l'évasion fiscale, nous jouons tous un rôle actif dans la promotion de notre bien-être collectif »⁹.

⁷ [Budget and Fiscal Plan 2022/23 - 2024/25 \(gov.bc.ca\)](#) Table 1.4 Revenue by source, page 55

⁸ [Budget and Fiscal Plan 2024/25 - 2026/27 \(gov.bc.ca\)](#) Table 4.7 2023/24 Revenue by Source, page 11

⁹ [Qu'est-ce que l'évasion fiscale? | Revenu Québec](#)



2. Plaider auprès du gouvernement du Canada pour qu'il prenne davantage de mesures contre le tabac illégal

Comme nous l'avons mentionné, la production illégale de cigarettes ne peut être enrayée sans la mobilisation, la collaboration et l'action du gouvernement du Canada. JTI-Macdonald et ses parties prenantes – y compris les petites boutiques familiales, dont les activités et les moyens de subsistance sont menacés par la croissance du tabac illégal – demandent sans relâche le leadership fédéral dans ce domaine. Nous avons besoin de l'appui des dirigeants et des fonctionnaires provinciaux pour mobiliser les pouvoirs du gouvernement du Canada afin de résoudre ce problème. Nous encourageons fortement le gouvernement du Québec, tant sur le plan politique qu'officiel, à exhorter le gouvernement du Canada à agir des façons suivantes :

- **Renforcer les mesures frontalières** : Utiliser de nouvelles technologies frontalières et l'analyse de données pour réduire le mouvement transfrontalier du tabac, ce qui pourrait également aider à prévenir la circulation d'autres produits illégaux, y compris le cannabis, les armes à feu et les précurseurs du fentanyl.
- **Améliorer le partage des renseignements** : Lutter contre le crime organisé en renforçant l'application de la loi et les ressources à la frontière, y compris l'échange d'information entre de multiples administrations (fédérales, provinciales, d'État, locales et tribales) et de multiples fonctions (application de la loi, douanes et frontières, finances et fiscalité). Ainsi, l'amélioration de l'analyse des données et des connaissances stratégiques générera des résultats réels.
- **Lutter contre le mouvement de fonds et le produit de la criminalité liée au tabac** : Encourager le gouvernement fédéral à donner au CANAFE les ressources et le mandat nécessaires pour mieux repérer le produit du crime organisé lié au tabac illégal.
- **Perturber la distribution nationale de produits du tabac illégaux** : Les vendeurs de cigarettes illégales annoncent et vendent de manière effrontée leurs produits en ligne et les expédient directement aux fumeurs par l'entremise de Postes Canada. Le Québec devrait vivement préconiser que le gouvernement du Canada utilise mieux les pouvoirs de Postes Canada pour inspecter le courrier, ce qui permettrait une détection et une interruption plus efficaces des expéditions de tabac illégal dans cette chaîne d'approvisionnement. La GRC pourrait également interdire les expéditions de grandes quantités de tabac illégal entre les provinces.

3. Financer une campagne de sensibilisation du public

À l'heure actuelle, les fumeurs adultes connaissent peu les dangers que représentent les cigarettes illégales et les organisations criminelles qui tirent profit de leur vente et de leur distribution. Le public est souvent insuffisamment sensibilisé aux risques associés au tabac illégal, y compris la nature illégale de ces produits et le fait qu'ils peuvent contenir des ingrédients dangereux interdits par la loi, ainsi que leur lien avec des problèmes comme les armes à feu, les organisations criminelles, les drogues et la traite de personnes. De nombreux fumeurs adultes ne savent même pas que le tabac illégal est illégal. Ils supposent qu'ils soutiennent les petites

JTI-Macdonald Corp.

1 Robert Speck Parkway, Suite 1601

Mississauga, Ontario L4Z 0A2

+1 905 804-7300

jti.com



entreprises autochtones, car le crime organisé a récupéré l'identité autochtone pour donner à ses produits un semblant de légitimité. Il n'y a rien de légitime dans l'évasion fiscale, et il n'y a certainement rien de légitime dans les activités violentes qui accompagnent le commerce du tabac illégal.

Comme il est indiqué dans le document *Optimal Taxation, the Underground Economy and Government Policy: Recommendations for Tobacco, Vaping Taxation*¹⁰, le gouvernement du Québec devrait allouer des fonds à une vaste campagne de sensibilisation du public afin que les fumeurs adultes soient pleinement conscients des dangers et des conséquences associés au soutien de l'industrie du tabac illégal. C'est ce que démontre l'approche du gouvernement du Nouveau-Brunswick mentionnée ci-dessus.

En 2024, JTI a lancé sa propre campagne de sensibilisation du public. Intitulée « Know What You're Buying? » (Savez-vous ce que vous achetez?), cette campagne de quatre mois diffusée sur les médias sociaux et numériques visait à sensibiliser les fumeurs adultes de l'Ontario aux dangers que représentent les cigarettes illégales et aux avantages d'acheter des cigarettes par l'entremise de circuits de vente au détail appropriés. De plus, les fumeurs adultes ne sont pas au courant des liens étroits qui existent entre les cigarettes illégales et les groupes du crime organisé qui profitent de cette économie clandestine. La campagne de JTI a touché plus de 3 millions d'Ontariens, a généré plus de 170 000 visites sur le site Web et a suscité un niveau élevé de mobilisation, ce qui démontre que la population de l'Ontario est réceptive à ce message. Mais cette campagne n'a fait qu'effleurer le sujet en ce qui concerne la définition de cette question pour le public et l'évolution des comportements des fumeurs adultes. Une campagne du gouvernement du Québec serait encore plus efficace pour convaincre les fumeurs adultes que les cigarettes illégales ne valent pas la peine, notamment sur le plan de l'équité fiscale et de la santé publique. Le gouvernement du Québec ne peut pas permettre à deux catégories de fumeurs de cohabiter : ceux qui, lors de l'achat d'un produit légal, paient leur juste part et leur dû à la société, et ceux qui ne le font pas.

4. Entraver la distribution et la vente

Pour entraver la distribution et la vente de tabac illégal, et accroître le succès des saisies et des interdictions, la province doit faire preuve de leadership et mettre sur pied des équipes intergouvernementales ayant des mandats précis se concentrant sur les efforts de lutte contre le tabac illégal à l'échelle municipale, provinciale, fédérale et même transfrontalière.

Pour cela, il est essentiel que les équipes d'application de la loi qui se consacrent à la lutte contre la distribution et la vente de produits du tabac illégaux, comme celles établies au Québec, reçoivent un financement permanent. Comme les activités du crime organisé sont en hausse et que le tabac illégal est une source importante et croissante de financement de telles activités, le gouvernement a un rôle de premier plan à jouer pour attirer l'attention des organismes d'application de la loi sur ce danger en pleine expansion.

¹⁰ Agnew, M., 2023. *Optimal Taxation, the Underground Economy and Government Policy: Recommendations for Tobacco, Vaping*, Chambre de commerce du Canada. Canada. Source : <https://coilink.org/20.500.12592/6z5mzz>

JTI-Macdonald Corp.

1 Robert Speck Parkway, Suite 1601
Mississauga, Ontario L4Z 0A2
+1 905 804-7300
jti.com



5. Mesurer le succès et en rendre compte

Un système robuste pour mesurer le succès et en rendre compte donnera au gouvernement la certitude que ses actions ont une incidence tout en empêchant la croissance future de l'industrie illégale. Cela devrait notamment inclure des études annuelles portant spécifiquement sur le tabac illégal. La diffusion régulière des conclusions de ces rapports permettrait aux intervenants de se tenir informés de l'efficacité des stratégies et des mesures mises en œuvre, et d'adapter les approches au besoin.

Afin de renforcer la transparence et de mettre l'accent sur l'importance de la lutte contre le tabac illégal, il est recommandé de répartir la responsabilité de la gestion de cette question entre les ministères des Finances et du Solliciteur général. Cette répartition souligne que le maintien de l'ordre et de la sécurité publique sont tout aussi importants dans la lutte contre l'évasion fiscale. Cette approche intégrée témoigne de l'engagement à l'égard d'une stratégie globale qui tient compte des perspectives juridiques, financières et de sécurité publique dans la lutte continue contre le tabac illégal.

Conclusion

Nous avons tous constaté que le problème du tabac illégal est passé d'une industrie artisanale spécialisée il y a une dizaine d'années à une puissante entreprise criminelle qui, de toute évidence, continuera de croître jusqu'à ce que des mesures soient prises pour l'arrêter. À ce rythme, il est raisonnable d'envisager qu'un jour, il n'y aura plus de marché légal des cigarettes au Canada. Cela coûtera près d'un milliard de dollars au gouvernement du Québec en pertes fiscales et des milliers d'emplois, tout en encourageant et en enrichissant les réseaux criminels. Cette situation mine également sérieusement la capacité du gouvernement à atteindre les objectifs en matière de santé publique, qui constituaient la principale raison d'être des taxes élevées sur le tabac imposées à l'industrie. La disparité des prix compromet des centaines d'emplois manufacturiers syndiqués bien rémunérés au Québec, et les moyens de subsistance de centaines de familles ainsi que de petites entreprises.

Néanmoins, il n'est pas trop tard pour que le gouvernement du Québec renverse la vapeur – et il ne fait aucun doute que c'est ce qu'il convient de faire du point de vue de la santé publique, de l'économie, des finances et de la sécurité publique. La lutte contre ces puissantes organisations criminelles serait également une preuve de respect envers tous les résidents du Québec respectueux des lois qui paient des impôts, car personne n'est au-dessus de la loi lorsqu'il s'agit de remplir ses obligations fiscales.

Les propositions présentées dans cette présentation ont un potentiel considérable d'engendrer des revenus, compte tenu des recettes fiscales en jeu. En même temps, le gouvernement peut s'attaquer en retour aux organisations criminelles qui s'installent. En nous appuyant sur le leadership du Québec, nous encourageons le gouvernement à envoyer un message encore plus fort aux criminels et aux citoyens : le Québec est un lieu où l'on respecte les lois et où l'on maintient l'ordre.

Nous serons heureux de discuter de ces propositions en détail à votre convenance. Merci de nous avoir offert l'occasion de donner notre avis.

JTI-Macdonald Corp.

1 Robert Speck Parkway, Suite 1601

Mississauga, Ontario L4Z 0A2

+1 905 804-7300

jti.com



Pour en savoir plus :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Elaine McKay'.

Elaine McKay
JTI-Macdonald Corp.
Chef des Affaires corporatives et communications
Elaine.McKay@jti.com
+1 437 229-0771

JTI-Macdonald Corp.
1 Robert Speck Parkway, Suite 1601
Mississauga, Ontario L4Z 0A2
+1 905 804-7300
jti.com